

DEVELOPMENT FINANCE INTERNATIONAL AND OXFAM RESEARCH REPORT JULY 2017

THE COMMITMENT TO REDUCING INEQUALITY INDEX

A new global ranking of governments based on what they are doing to tackle the gap between rich and poor



A computer classroom in Oneputa Combined School, northern Namibia. The Namibian government is committed to reducing inequality and secondary education is free for all students. Photo: John Hogg/World Bank

In 2015, the leaders of 193 governments promised to reduce inequality as part of the Sustainable Development Goals (SDGs). Without reducing inequality, meeting the SDG to eliminate poverty will be impossible. Now Development Finance International and Oxfam have produced the first index to measure the commitment of governments to reducing the gap between the rich and the poor. The index is based on a new database of indicators, covering 152 countries, which measures government action on social spending, tax and labour rights – three areas found to be critical to reducing the gap.



www.oxfam.org



Le 17 juillet 2017, DFI et Oxfam ont lancé l'Indice de l'engagement à la réduction des inégalités (ERI), dans le cadre d'une table ronde tenue en marge du Forum politique de haut niveau des Nations-Unies. Ce nouvel indice global classe 152 États et mesure leurs actions prises dans trois domaines essentiels à la réduction de l'écart entre riches et pauvres: dépenses sociales, fiscalité et droits du travail.

Le rapport révèle qu'aucun gouvernement au monde n'agit assez pour combattre les inégalités et que 112 sur 152 pays font moins de la moitié de ce qu'ils pourraient faire pour les réduire. En tête de peloton on trouve la Suède, alors que le Nigéria se retrouve en dernière position. Beaucoup de pays à faible et moyen revenu comme la Namibie et le Libéria sont bien classés dans l'ensemble mais aussi dans des domaines politiques spécifiques.

Les conclusions de cette analyse sont fondées sur les données récentes issues des gouvernements et institutions globales, compilées par DFI dans une base de données exhaustive validée par un grand nombre de bureaux régionaux Oxfam.

DFI et Oxfam proposent ainsi une perspective unique pour comprendre dans quelle mesure les États luttent contre les inégalités.

Consultez [le rapport](#) et le [document méthodologique](#) .

Le rapport appelle à davantage d'action concertée par tous les pays pour réduire les inégalités dans le cadre de ces trois piliers et pour une augmentation significative de l'investissement à échelle globale et nationale pour améliorer la qualité des données sur les inégalités et les politiques mise en oeuvre pour les réduire.

Il est prévu que l'Indice ERI soit actualisé annuellement pour devenir un système d'alerte précoce qui suivra la progression de l'action politique global pour combattre les inégalités à travers le monde.

Derniers travaux accomplis par DFI dans ce domaine:

[17 octobre - Lancement de l'Indice IERI à Genève: table ronde au BIT](#)



**International Labour
Organization**

DFI et Oxfam ont lancé l'Indice de l'engagement à la [reduction des inégalités](#) à l'occasion d'une table ronde à l'intention d'agences onusiennes basées à Genève. Tenue dans le locaux du Bureau international du travail (BIT), cette rencontre a permis aux auteurs de l'Indice d'en présenter les conclusions clés. Les 30 participants ont principalement débattu de l'impact positif des dépenses de protection sociale sur les inégalités et sur les façons de mieux mesurer les progrès accomplis en matière de droits du travail, y compris au profit des femmes.

La table ronde et les rencontres bilatérales avec des représentants du BIT on suscité d'excellentes suggestions pour améliorer l'Indice et une coopération renforcée entre le BIT, DFI et Oxfam en matière de collecte de données pour les versions futures de l'Indice.

10 octobre - Lancement de l'Indice de l'engagement à la réduction des inégalités, Washington



Oxfam America a consacré une table ronde aux conclusions de l'Indice IERI spécifiques aux Etats-Unis, ainsi qu'aux résultats plus généraux concernant les pays développés et en développement. DFI est intervenu pour [présenter](#) les principaux résultats, notamment l'impact négatif sur la position des Etats-Unis dans l'Indice de l'administration Trump en matière de politiques de fiscalité, du travail et de dépenses publiques.

Environ 30 experts de politique américaine et internationale ont pris part aux débats et ont fait d'excellentes suggestions pour améliorer les prochaines versions de l'Indice, l'appliquer à tous les états du pays et maximiser son impact politique dans le contexte nord-américain.